

## LA CARICATURE DES PRÉSIDENTS DE LA RÉPUBLIQUE

**« Lorsqu'on injurie le Président de la République, c'est un peu son pays qu'on injurie », a déclaré Nicolas Sarkozy en avril 2012.**

**La question de l'offense au chef de l'État trouve une réponse juridique dans la loi de 1881. Après, tout est question de pratique, de susceptibilité du locataire de l'Élysée, de rapport de forces... Et heureusement, depuis les débuts de la III<sup>ème</sup> République, satiristes et caricaturistes ne se sont pas laissé impressionner !**

### L'offense au chef de l'État

La question posée par Nicolas Sarkozy de "l'incarnation" du pays par le dépositaire de la souveraineté populaire reprend exactement les bases de la discussion parlementaire de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, plus précisément sur son article 26 concernant "l'offense" envers le chef de l'état, sachant que le remplacement du terme *outrage* par *offense* a, à lui seul, mobilisé plusieurs jours de débats. Pour les uns, il semblait alors impossible qu'un chef de l'État issu du suffrage universel (alors indirectement) soit moins protégé qu'un souverain héréditaire. Pour les autres, au contraire, il s'agissait de rompre avec une tradition monarchique. Les premiers l'ont emporté, c'est-à-dire, et c'est crucial, ceux qui défendaient contre l'outrage *« L'honnête homme qui exerce la première magistrature de la République »*.

Ce n'est donc pas la fonction qui est distinguée mais bien l'homme qui l'assume. Hérité de l'offense publique au roi, prévue par la loi de 1819, elle-même issue du crime de "lèse-majesté", l'article 26 de la Loi sur la presse de 1881 stipule que l'offense au président de la République est un délit particulier passible d'une amende ou même d'une peine de prison. D'où le caractère très surprenant du jugement du tribunal de Laval en 2008 envers un certain Hervé Eon, condamné pour offense à cause d'un panneau "Casse-toi pôv' con". *« La loi, dit l'arrêt de la cour, entend protéger la fonction du président de la République »*. Le législateur de 1881 s'était justement posé le problème pour y répondre d'une façon précise et différente...

La dernière personne jugée individuellement pour offense envers le chef de l'état était Raymond Thévenin en 1974, pour un article de presse. Le président Giscard d'Estaing avait au même moment décidé publiquement de renoncer à toute forme de poursuites pour offense, et ses successeurs avaient embrayé sur la même voie. Il y a donc là une singularité du quinquennat Sarkozy, qu'il faut tout de même nuancer : il y eut 424 condamnations prononcées pour ce motif dans la seule décennie 1871-1881, avant la

fameuse loi, et plus de 200 condamnations pour la période gaulliste (1958-69) !

On peut dresser trois constats :

- La fréquence des poursuites pour offense envers le chef de l'Etat présente une courbe très variable ;
- Si la loi de 1881 (revue en 1882) limite encore un peu la liberté d'expression, elle ne tue pas, comme le faisait auparavant la prison Ste Pélagie, qui accueillait des journalistes ;
- Le dessin a été nettement moins poursuivi que l'offense verbale ou écrite. Il faut y voir la marque du succès de la presse de masse à partir des années 1880 et le succès du dessin au sein de cette presse.



Dessin de Georges Edward in "Le cri de Paris" du 3 mai 1931  
Légende : "Mais pourquoi y mettre quelqu'un ?"

## L'avant 14

### 1– Adolphe Thiers (1871-1873)

L'immonde girouette devient chef du pouvoir exécutif après avoir écrasé la Commune de Paris. Son revirement en faveur d'un régime républicain lui attire l'opposition de la majorité monarchiste : Thiers démissionne le 24 mai 1873.

### 2– Patrice de Mac Mahon (1873-1879)

Nommé en 1871 à la tête de l'armée des "Versaillais", il réprime sévèrement la Commune de Paris, tuant 25 000 personnes, en emprisonnant 38 000 et en en déportant au bagne 7 000 autres. Il est élu président après la chute de Thiers et, en bon républicain, projette une restauration de la monarchie.

Résolument conservateur, il fait dissoudre la chambre, trop républicaine de gauche à ses yeux, le 16 mai 1877, mais les élections suivantes le contraignent à accepter un gouvernement de gauche. Trop dur ! Il démissionne le 30 janvier 1879.

### 3– Jules Grévy (1879-1887)

Le jour même de la démission de Mac-Mahon, les parlementaires élisent Jules Grévy. C'est la période des fameuses "grandes lois" de la République, dont celle sur la presse. Assez populaire, Grévy est réélu en 1885. Mais en 1887 éclate un scandale : son gendre, Daniel Wilson est convaincu de trafic de décorations de la Légion d'honneur, ce qui contraint Grévy à la démission.

### 4– Sadi Carnot (1887-1894)

Sadi Carnot est élu le 3 décembre 1887. Son seul mérite est d'être descendant de héros tricolores. Le début de son mandat est marqué par l'agitation boulangiste et le scandale de l'affaire de Panama (1892). Particulièrement haï dans les

rangs libertaires, il fait voter des lois "scélérates" relatives à la liberté individuelle et aux délits de presse, visant à réprimer l'agitation syndicale et anarchiste. Sadi Carnot est assassiné le 24 juin 1894 d'un coup de poignard par l'anarchiste italien Sante Caserio.

### 5– Casimir-Périer (1894-1895)

Périer est élu suite à l'assassinat de Carnot. Mais sa présidence ne dure que six mois, le temps de l'arrestation et de la condamnation du capitaine Alfred Dreyfus. Casimir-Périer démissionne le 15 janvier 1895, s'estimant victime d'une violente campagne de diffamation des radicaux au sujet de ses liens avec le *Comité des forges*, un ancêtre du *Medef*... Les gens sont méchants !

### 6– Félix Faure (1895-1899)

Félix Faure est élu le 17 janvier 1895. Il soutient l'expansion coloniale, notamment avec la conquête de Madagascar, mais les relations avec l'Angleterre restent tendues suite à la crise de Fachoda. C'est surtout l'affaire Dreyfus qui marque son mandat, et c'est à lui qu'est adressé le 13 janvier 1898 le "*J'accuse*" d'Émile Zola. Mais le président demeure hostile à une révision du procès. Le 16 février 1899, Faure meurt à l'Élysée d'une congestion cérébrale, une grosse rumeur voulant qu'il soit mort dans les bras de sa maîtresse, ce qui vaudra cette formule de Clemenceau : *« Il voulait être César, il ne fut que pompé ! »*

### 7– Émile Loubet (1899-1906)

La mort subite de Félix Faure ouvre la course à la Présidence en pleine affaire Dreyfus : Émile Loubet est élu le 18 février 1899. En juin de la même année, il est agressé par le baron Christiani, lequel lui cabosse le chapeau à coup de canne (10 ans de prison). La présidence de Loubet sera l'une des plus stables de la III<sup>ème</sup> République et marquée par quelques temps forts : grâce du Capitaine Dreyfus, promulgation de la loi sur les associations et surtout loi sur la séparation des Églises et de l'État.

### 8– Armand Fallières (1906-1913)

Armand Fallières est élu le 18 février 1906. Au cours de son mandat il travaille au renforcement de la Triple Entente. Opposé à la peine de mort, il gracie systématiquement les condamnés à la peine capitale, ce qui lui vaut d'être taxé de laxiste par les conservateurs.

## D'une guerre à l'autre

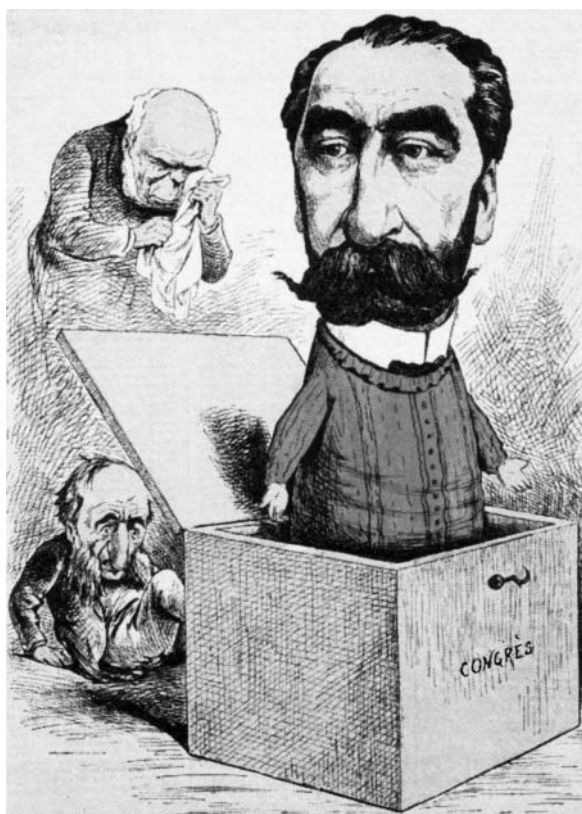
### 9– Raymond Poincaré (1913-1920)

Raymond Poincaré est élu le 18 février 1913 : dans une période marquée par la Première Guerre mondiale il est l'artisan de l'Union Sacrée politique et sociale, aux côtés de René Viviani et Georges Clemenceau.

Il n'hésite pas, parfois au péril de sa vie, à se rendre au front afin de juger du moral des troupes et des populations déplacées. Mais, après la nomination de Clemenceau comme président du Conseil en 1917, son rôle devient plus discret.

### 10– Paul Deschanel (1920)

Paul Deschanel est élu devant le "Tigre" Clemenceau, dont il ruine ainsi l'ultime ambition. Très vite, le nouveau président surprend par son style peu conventionnel. Il fait l'apprentissage de l'impuissance du chef de l'État face au



Sadi Carnot élu par le Congrès, dessin de Charles Gilbert-Martin  
Titre : "La boîte à surprises" (in "Le Don Quichotte", 10 sept. 1887)

Le 23 décembre 1953, René Coty devient président au terme d'un scrutin "marathon". Le climat de "marchandage"



Dessin de Boris Taslitzky, in "France nouvelle" du 30 mai 1953  
Vincent Auriol, cherchant la bonne combinaison ministérielle.

entre les partis est tel qu'il a fallu 13 tours pour départager les votants ! Le mandat de Coty est marqué par une forte instabilité ministérielle, et le président préféré d'OSS 117 devra supplier de Gaulle de venir claquer le beignet aux salopards insurgés contre la République à Alger.

#### 17- Charles de Gaulle (1958-1969)

Le 9 novembre 1970, un an et demi après sa démission, Charles de Gaulle meurt chez lui. L'hebdo *Hari-Kiri* titre en couverture de son numéro 94, "Bal tragique à Colombey - 1 mort".

Avant cela, il y eut le 17 octobre 1961, Charonne, les écoles de torture française en Amérique latine, la Françafrique... et la retour de la monarchie, facilitée par le passage à la V<sup>ème</sup> République (1958) et au mode d'élection de son président au suffrage universel (1962).

#### 18- Georges Pompidou (1969-1974)

Adeptes du terrorisme urbanistique, de la poésie érotique et des gauloises, il se surmédicamente, et enfle jusqu'à

### CONFÉRENCES / DÉBATS



L'Université Populaire de Saint-Denis se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture ; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés.

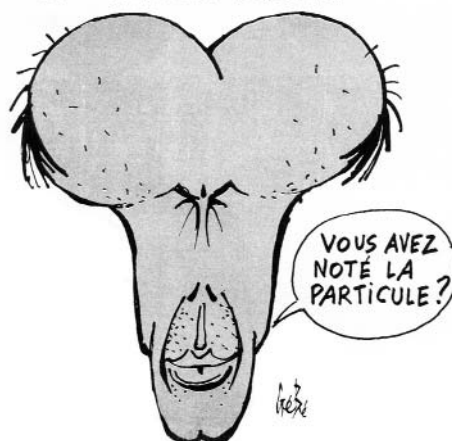
Ce projet d'éducation populaire est mis en oeuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle.

finallement sombrer dans sa propre boursoufflure à vouloir imiter son grand crétin d'ex-patron général.

#### 19- Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981)

Petit marquis friand de diamants, de laitiers, de plomberie et de ministres ex-collabos. Il survit au ridicule de son éviction en 1981 et sombre dans le néant, ni dieu ni diable n'en voulant chez lui.

## TÊTE DE NOEUD PRÉSIDENT



Valéry Giscard d'Estaing, par Gédé  
"Charlie Hebdo" du 27 mai 1974

#### 20- François Mitterrand (1981-1995)

Fossoyeur de renom, Mitterrand a suffisamment peiné à accéder au pouvoir pour ne pas s'y amuser un peu durant 14 ans, un record pour la fonction. Ses sujets ont moins ri.

#### 21- Jacques Chirac (1995-2007)

Marathonien de la boustiffaille, démolisseur de l'agriculture française et encensé à ce titre par les ruraux, Chirac doit être relu et réévalué pour bien traduire la part de nuisance néolibérale de son règne. C'est durant ce règne que le septennat devient quinquennat.

#### 22- Nicolas Sarkozy (2007-2012)

François Mitterrand aurait dit avant de mourir : « A présent que Chirac a été élu président de la République, n'importe qui peut accéder à la fonction ». Nicolas Sarkozy l'a prouvé. Un voyou.

#### 23- François Hollande (2012- ?)

La normalité de son ambition peut logiquement laisser craindre le pire. ■

Les conférences-visites-débats du cycle "Les dimanches au musée" se déroulent au Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis 22bis, rue Gabriel Péri - Métro Pte de Paris chaque premier dimanche du mois, de 15h00 à 17h00. L'entrée est libre.

MUSÉE D'ART  
ET D'HISTOIRE

SAINT-DENIS

